

**COMMISSION DES AIDES FINANCIÈRES**

**RÉUNION DU 03 MARS 2022**

**Relevé de décisions**

La Commission des aides financières (CAF) du Conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhin-Meuse s'est réunie le 3 mars 2022 à ROZERIEULLES, sous la présidence de M. BAUER.

Le quorum étant atteint, M. BAUER ouvre la séance.

**I. Approbation du projet de relevé de décisions de la séance du 26 novembre 2021**

Le relevé de décisions est adopté à l'unanimité.

M. MARCOS présente le déroulé de la séance.

**II. Présentation générale de la séance**

Le budget de l'année s'élève à 143 M €. La séance se caractérise par un montant total de 17,3 M € d'aides proposées pour 64 dossiers de regroupement comprenant 273 aides.

La plupart des aides à l'animation sont passées en début d'année et représentent donc une grande partie de la consommation de cette CAF soit 46 %. Elles sont réparties sur différentes lignes de programme et notamment les aides de l'appel à initiative éducation et sensibilisation en ligne 34 – communication représentent à elles seules 15% du budget de la CAF.

25 % des dossiers relèvent du domaine des réseaux des collectivités, et seulement 2 % des stations d'épuration.

17% des aides relèvent du domaine de la restauration et la gestion des milieux, habitats et écosystèmes.

14% des aides relèvent du domaine de la lutte contre les pollutions d'origine agricole.

Deux points sont à noter :

- 2,9 M € d'aides correspondent à des travaux inscrits aux PAOT (qui découlent du programme de mesures du SDAGE pour respecter les objectifs de la Directive Cadre sur l'eau),
- 8,6 M € d'aides sont rattachés à des contrats territoriaux eau et climat (CTEC) déjà signés ou dont la signature est prévue très prochainement ou à des AMI.

M. MARCOS présente et commente le niveau de consommation du budget.

Le taux d'engagement global à la date de cette CAF représente 16 % du budget en intégrant les aides Directeur engagées de février.

Le détail des consommations par ligne est le suivant :

Domaine 2 :

- LP 11 (stations d'épuration des collectivités) et 12 (réseaux d'assainissement des collectivités) : 2 % et 19 %,
- LP 15 (assistance technique à la dépollution) : 27 %
- LP 25 (eau potable) : taux de 9 %.

Domaine 3 :

- LP 13 (lutte contre la pollution industrielle) : 16 %.
- LP 16 (gestion des eaux pluviales) : 10 %.
- LP 18 (lutte contre les pollutions d'origine agricole) : 16 %
- LP 21 (gestion quantitative de la ressource en eau) : 18 %.
- LP 23 (protection de la ressource en eau, DUP, captages) : 21 %.
- LP 24 (restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes) : 21 %.

### **III. Bilan des refus 2021 :**

Mme PELOUIN-HADRANE présente **le bilan des demandes d'aides refusées en 2021**. Les refus représentent 4,9 % des demandes d'aides 2021. Le détail des différents motifs de refus met en évidence un motif « non éligible » très générique et assez large qui appelle l'ouverture d'un chantier de refonte à lancer en 2022 dans le but de rendre les motifs plus explicites et plus pédagogiques.

De plus, l'interface RIVAGE/bénéficiaires reste à améliorer enfin d'augmenter son appropriation, la facilité de requête par les maîtres d'ouvrage et les échanges avec l'Agence.

### **IV. Appel à projets zones vulnérables :**

M. GOETGEBHEUR présente **l'Appel à projets zones vulnérables**.

M. BAUER se demande, au vu du contexte international, s'il n'y aurait pas un risque de retournement des prairies pour y planter du blé afin de répondre aux besoins alimentaires humains et des cheptels. M. GOETGEBHEUR répond que le risque est toujours existant mais que la perte des prairies s'accompagne souvent de dégradations de la ressource en eau et que tout est fait pour que cela n'arrive pas. M. HOELTZEL précise que la fourchette haute est atteinte en nombre d'exploitations concernées par cet appel à projets et prouve un dynamisme local qui conforte le patrimoine de l'élevage sur notre bassin. M. GOETGEBHEUR ajoute que la démarche s'accompagne d'une étude globale afin de revisiter notre stratégie herbe.

M. MICHEL demande si la problématique de la méthanisation ne serait pas accrue par l'augmentation du prix des énergies en poussant les méthaniseurs à produire plus en ne mettant pas les bêtes à l'herbe mais en stabulation. M. BAUER répond que les projets ne sont soutenus financièrement par l'agence que si la filière herbe est correctement exploitée. M. GOETGEBHEUR précise que l'augmentation du prix des engrais nitrés devrait permettre une gestion des digestats plus respectueuse et intégrée dans les options.

M. REININGER précise que la problématique de la souveraineté alimentaire est un problème en France. La production française est en grande partie à destination des industries et pas pour l'alimentation humaine, en citant l'exemple de la plaine d'Alsace et la production de maïs. Il faudrait donc reconverter les cultures de matières premières pour l'industrie avant de penser à retourner des prairies.

M. BAUER conclut qu'avant de retourner des prairies il y a bien d'autres solutions.

#### **V. Appel à initiatives « Programmes éducatifs et de sensibilisation des jeunes adultes 2022-2024 »**

Mme CHAFFAROD présente l'appel à initiatives « Programmes éducatifs et de sensibilisation des jeunes adultes ».

M. BARBIER intervient pour saluer l'aide de l'agence et les bienfaits de l'éducation à l'environnement et note que l'agence est devenue le premier financeur dans ce domaine et qu'il est important d'avoir des animateurs formés à ce métier pour mener une pédagogie efficace et concrète. Dans le même domaine, il demande si les classes d'eau existent toujours pour permettre aux enseignants de mener des projets sur l'eau. Il précise aussi qu'il a pu avoir quelques retours concernant la complexité des dossiers de demande d'aide. Mme CHAFFAROD répond que cette complexité avait été relevée et qu'elle a fait l'objet de groupes de travail et d'une refonte des demandes d'aide dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Elle précise que les classes d'eau existent toujours en parallèle même si en 2021 les demandes ont été moins nombreuses du fait de la pandémie COVID mais que pour l'année scolaire 2021-2022 la reprise est bonne avec 83 demandes de classe d'eau.

#### **VI. Bilan 2021 et perspectives 2022 des aides animations**

M. GOETGHEBEUR présente le bilan 2021 et les perspectives 2022 des aides animations.

Mme LEROY précise que les opérations collectives constituent un bon moyen de pousser l'artisanat et les PME à prendre part à la consommation de la ligne 13 des aides de l'agence. Mme PELOUIN-HADRANE précise qu'à chaque négociation d'un CTEC, l'agence essaye d'inclure une opération collective.

#### **VII. Bilan de l'appel à projets inter-Agences « eau et solidarité internationale »**

M. GEORGE et M. BOURMAUD présentent le Bilan de l'appel à projets inter-Agences « eau et solidarité internationale »

#### **VIII. Partenariats : examen de projets d'accords cadres, de contrats pluriannuels opérationnels ou de programmes d'actions**

M. MARCOS présente le Contrat Industrie Eau et Climat ARKEMA et TOTAL ENERGIES – CT 2021-00005.

Mme LEROY ne participe pas au débat ni au vote.

M. BAUER demande si l'impact de l'implantation pressentie d'un nouvel industriel sur la plate-forme a été pris en compte. M. MARCOS répond que la démarche prévoit le respect d'objectifs de rejet de la plate-forme d'ici 2027 y compris en cas d'implantation de nouveaux industriels. Ces derniers devront assurer le cas échéant un pré-traitement de leurs effluents afin que leurs rejets dans le réseau d'Arkema soient gérables par les outils épuratoires d'Arkema dans le respect des objectifs de rejets. Pour le moment nous n'avons pas confirmation de l'implantation de Eastman ni connaissance des rejets associés. M. BAUER note la difficulté de traitement des pollutions sur ce site historique. M. MARCOS confirme que la gestion des flux du site est à revoir aujourd'hui – en plus de la remise à niveau des stations de traitement - et que justement l'idée de ce CIEC est de reprendre l'ensemble de la circulation des flux dès l'amont pour repenser l'ensemble.

M. DIETMANN demande s'il ne serait pas possible d'avoir un suivi de la qualité de l'eau (compartiment biologique notamment faune benthique) pour évaluer les résultats des investissements conséquents de l'agence. M. MARCOS répond que le suivi existe déjà au travers des stations de mesures qui permettront de suivre l'évolution de la qualité de l'eau sur la masse d'eau. M. HOELTZEL précise qu'il y aura deux suivis, l'autosurveillance et le suivi mis en place par l'agence.

M. REININGER précise que ces anciens sites industriels ont fait l'objet d'une succession de travaux au fur et à mesure des années et des besoins, ce qui au final, conduit à une organisation complexe du fonctionnement du cycle de l'eau sur ces sites. Il est nécessaire de remettre de l'ordre pour avoir un fonctionnement rationnel. Il précise que les process ont une importance capitale sur les rejets de substances et demande s'il est prévu de les revoir. Il demande également si, en sortie de la station biologique finale, il est prévu de récupérer les « matières premières » qui se trouvent dans les rejets avant retour au milieu naturel.

M. MARCOS répond qu'il est prévu partiellement d'intervenir sur le process, notamment concernant la problématique du traitement du fer et du manganèse pour éviter leur dépôt dans les conduites, et celle l'utilisation de biocides qui génère du phosphore. Il est prévu de supprimer ces polluants à la source. Par contre, il n'est pas prévu dans le CIEC d'actions sur les process de production en propre.

M. BAUER propose de valider les aides et de demander à Mme LEROY de répondre à ces questions très techniques qui concernent les industriels.

Le contrat est validé à l'unanimité.

Mme LEROY revient pour répondre aux questions posées.

Mme LEROY précise qu'il y a deux problématiques : métaux et polluants organiques. Concernant les métaux, les plus gros contributeurs de la plateforme ont l'obligation de maintenir un cône piézométrique sous le site avec un devoir de pompage. L'eau pompée est très chargée en métaux (pollution historique) et traverse le process mais n'est pas due au process. Des études sont menées pour l'élimination des métaux avant rejets. La problématique du lithium est actuellement à l'étude pour permettre de le récupérer avant rejet.

Pour le reste, les dépassements ponctuels font l'objet de correction immédiate et lors de dérive plus longue, une étude est menée pour trouver la source et une modification sur le process peut être effectuée.

Mme PELOUIN-HADRANE présente le **CTEC de la Communauté de communes l'Ouest vosgien – CT 2021-00020**.

Le contrat est validé à l'unanimité

#### **IX. Aides financières : Examen des dossiers de demandes d'aides financières**

M. MARCOS fait une présentation rapide des aides proposées à cette CAF.

Mme LEROY fait remarquer que le département 52 est très peu représenté dans le volume des aides. M. HOELTZEL répond que le département est réparti sur 3 agences et Rhin-Meuse représente la plus petite partie ce qui explique le peu d'aides.

#### **X. Dossiers spécifiques**

M. VAUTHIER présente le **projet de création d'un système d'assainissement collectif sur les communes de Giriviller et Einvaux par la Communauté de communes Meurthe-Mortagne-Moselle – REG 2022-00025 et 00128**

Le projet est validé à l'unanimité.

M. VAUTHIER présente le **projet de travaux de dépollution de la friche La Macérienne d'Ardenne Métropole – REG 2021-00691**

Mme d'ALGUERRE demande si un abondement exceptionnel ne pourra pas être fait pour encourager ce type d'aide.

M. VAUTHIER répond qu'un appel à projets « friche » est en cours et qu'une dizaine de projets sont déposés mais qu'ils ne rentrent pas tous dans les critères d'éligibilité de l'agence. L'enveloppe de ces appels à projets est limitée à 300 000 € par dossier. Il n'est pas exclu de pouvoir consulter la CAF pour aller au-delà de ce financement en sortant le dossier de l'appels à projet si le niveau de financement était bloquant pour la réalisation du projet. M. HOELTZEL précise que dans le cas de ce dossier d'Ardenne Métropole, le maître d'ouvrage avait été consulté et il avait besoin d'un taux de financement public de 60 % pour pouvoir réaliser le projet. La DSIL et l'ADEME, autres co-financeurs publics, aidant à 51%, l'agence peut donc aider à hauteur de 10 % sur ce dossier. Le montage financier peut être différent selon le besoin des dossiers.

Le projet est validé à l'unanimité.

## **XI. Bilan des aides au fonctionnement**

M. MARCOS présente le bilan de l'année 2021 des aides au fonctionnement des stations d'épuration avec 9 987 011 M€ d'aide attribuées à 614 stations d'épuration. 175 stations ne sont pas éligibles.

## **XII. Compte-rendu des décisions d'aides à l'investissement prises par le Directeur général**

542 opérations représentant 12 M€ d'aides ont fait l'objet d'une décision d'aide directeur à l'investissement depuis la dernière réunion de la Commission des Aides Financières.

La Commission donne quitus au Directeur Général pour toutes les aides accordées dans le cadre de la délégation qui lui a été accordée par le Conseil d'Administration.

L'ensemble des dossiers de cette séance est approuvé par la Commission des Aides Financières par l'adoption de la délibération n° 2022C01.

Le Vice-Président  
de la Commission des Aides Financières,



Gilbert BAUER

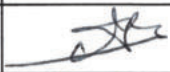
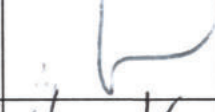
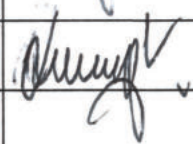
NB : Le présent relevé de décisions sera mis à la disposition du public sur le site internet de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse après son approbation par la Commission des Aides Financières.





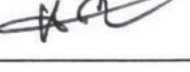
## Réunion de la Commission des aides financières du 3 mars 2022

### Feuille d'émargement (Membres du Conseil d'Administration)

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	DEPAIX	Régis	Président	Maire de Montcornet Président de la Commission des aides financières	EXCUSÉ						
M.	BARBIER	Patrick	Collectivités	Président du Territoire III Amont du SDEA Vice-Président de la Communauté de communes de Sélestat et Environs Maire de Muttersholtz Vice-Président de la Commission Agricole de bassin	OUI			1	Mme Béatrice BULOU		présent par visio
Mme	BULOU	Béatrice	Collectivités	Vice-Présidente de la Métropole de Strasbourg	EXCUSÉ		M. Patrick BARBIER				
M.	DEPAIX	Régis	Collectivités	Maire de Montcornet	EXCUSÉ						
M.	DIETMANN	Daniel	Collectivités	Président EPAGE Lague Maire de Manspach Vice-Président de la Commission "Economie et partage de la ressource en eau"	OUI						présent par visio
M.	INGWILLER	Bernard	Collectivités	Maire de Grassendorf	EXCUSÉ						
			Collectivités								
			Collectivités								

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	ERB	Robert	Usagers non économiques	Président de la FPPMA du Bas-Rhin	EXCUSÉ						
Mme	GENESSEAU	Valérie	Usagers non économiques	Membre du Conseil d'administration de France Nature Environnement Grand Est	EXCUSÉ						
M.	MICHEL	Bernard	Usagers non économiques	Membre du Bureau national environnement CLCV	OUI						
M.	REININGER	Daniel	Usagers non économiques	Président d'Alsace Nature Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président de la Commission des Programmes	OUI						présent par visio
Mme	ARNOLD	Frédérique	Usagers économiques	Responsable qualité prévention environnement Papeteries du Rhin	OUI						présente par visio
M.	BAUER	Gilbert	Usagers économiques	Président de l'institut français des boissons de la brasserie et de la malterie Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président du Conseil d'administration de l'AERM Président de la Commission des Programmes	OUI						
Mme	LEROY	Nathalie	Usagers économiques	Responsable Environnement - TOTAL PETROCHEMICALS France Présidente de la Commission Industrie de bassin	OUI						
M.	PELLETIER	Jean-Luc	Usagers économiques	Président de la Chambre d'agriculture de la Meuse Président de la Commission Agricole de bassin							

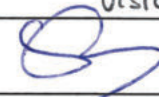




Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	GOURTAY	Blaise	État	Secrétaire général pour les affaires régionales Grand Est	EXCUSÉ		M. Hervé VANLAER				
M.	VANLAER	Hervé	État	Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est	EXCUSÉ	Aline LOMBARD		1	M. Blaise GOURTAY		
Mme	BOSSY	Anne	État	Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Grand Est	EXCUSÉ	Jean-François QUÉRÉ					
Mme	CAYRÉ	Virginie	État	Directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est	EXCUSÉ	Nicolas REYNAUD					
M.	LALOË	Julien	Personnel	Représentant du personnel	OUI						présent par visio

<b>Membres présents ou représentés</b>	<b>11</b>	<b>Pouvoirs</b>	<b>2</b>	<b>Total</b>	<b>13/35</b>
--	-----------	-----------------	----------	--------------	--------------

## Réunion de la Commission des aides financières du 3 mars 2022

### Feuille d'émargement (Autres participants et invités)

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	GAILLARD	Claude	Autres participants et invités	Président du Comité de bassin Rhin-Meuse	EXCUSÉ						
M.	DINGREMONT	Benoît	Autres participants et invités	Chef de mission de contrôle général économique et financier	EXCUSÉ						
M.	LIARD	Stéphane	Autres participants et invités	Agent comptable	EXCUSÉ						
Mme	PORQUET FUSIER	Alexandra	Autres participants et invités	Représentante suppléante du personnel	EXCUSÉ						
Mme	D'ALGUERRE	Sylvie	Autres participants et invités	Conseillère régionale Grand Est Première Adjointe au Maire de Chaumousey Présidente de la Commission Planification	OUI						présente par visio
Mme	LOGIN	Frédérique	Autres participants et invités	Vice-Présidente de Metz Métropole	OUI						
M.	BEMER	Dominique	Autres participants et invités	Directeur départemental des territoires des Vosges	OUI						
M.	GEORGE	Michel	Autres participants et invités	Conseiller technique - DMC	OUI						
M.	HOELTZEL	Marc	Autres participants et invités	Directeur général de l'Agence de l'eau	OUI						
M.	LEBLANC	Christophe	Autres participants et invités	Directeur général adjoint de l'Agence de l'eau	OUI						
Mme	MAUVIEUX-THOMAS	Patricia	Autres participants et invités	Directrice de la Connaissance, Planification, Programme et Politiques d'interventions	OUI						
M.	MARCOS	Laurent	Autres participants et invités	Directeur des Aides et de l'Action territoriale	OUI						
			Autres participants et invités	Directeur des Redevances et des Finances							
M.	SIMONIN	Pascal	Autres participants et invités	Directeur des Ressources Humaines	EXCUSÉ						



Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	DIETRICH	Daniel	Autres participants et invités	Direction des Systèmes d'information - DSI Mission Administration de données	EXCUSÉ						
M.	PROPIN	Sébastien	Autres participants et invités	Chef du Service Programme et Politiques d'Intervention	OUI						
Mme	FICHTER	Aude	Autres participants et invités	Chargée de mission Juridique et appui administratif	OUI						
Mme	CHAFFAROD	Florence	Autres participants et invités	Directrice déléguée de la Communication	OUI						
M	VAUTHIER	Jean-Marc	Autres participants et invités	Chef du Service Eau dans la Ville et Industrie	OUI						
Mme	PELOUIN	Corinne	Autres participants et invités	Adjointe au Directeur des Aides et de l'Action Territoriale Cheffe du Pôle Coordination Territoriale	OUI						
M.	BOURMAUD	Davis	Autres participants et invités	Chargé de mission Coordination territoriale	OUI						
Mme	CASTEJON	Isabelle	Autres participants et invités	Adjointe au Directeur des Redevances et des Finances Cheffe du Service Finances	EXCUSÉ						
M.	GOETGHEBEUR	Philippe	Autres participants et invités	Chef du service Eau et Espaces Naturels	OUI						
M.	LERT	Laurent	Autres participants et invités	Directeur des achats et du patrimoine	EXCUSÉ						
M.	GOFFIN	Hervé	Autres participants et invités	Adjoint /Chef du Service Comptable	OUI						
			Membres présents ou représentés		11						